

L'engagement des citoyennes et des citoyens : pour un meilleur système de santé et de bien-être

Hélène Morais

Présidente, Conseil de la santé et du bien-être



Cette étude est publiée dans
100 idées citoyennes pour un Québec
en santé.



Une publication de l'Institut du Nouveau Monde



L'Institut du Nouveau Monde est un organisme indépendant, non partisan, voué au renouvellement des idées et à l'animation du débat public au Québec. Il veut inspirer l'émergence d'idées nouvelles et contribuer à la recherche de solutions novatrices aux problèmes du Québec contemporain. L'Institut du Nouveau Monde travaille dans une perspective de justice sociale, dans le respect des valeurs démocratiques, et dans un esprit d'ouverture et d'innovation. L'INM publie L'Annuaire du Québec, aux Éditions Fides. Il organise des Rendez-vous stratégiques pour identifier les orientations du Québec de demain (le premier a porté sur la santé). Il compte dix cercles régionaux dans autant de régions du Québec. Il veut mettre à profit les nouvelles technologies de l'information, notamment un site Internet, pour favoriser la délibération publique et rejoindre les citoyens de toutes les régions du Québec. Il organise, chaque été, une école de citoyenneté pour les jeunes de 15 à 30 ans et, en parallèle, un Festival citoyen ouvert au grand public.

L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

209, rue Sainte-Catherine Est, Bureau V-3110
C.P. 8888, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
Téléphone : (514) 934-5999
Télécopieur : (514) 934-6330
inm@inm.qc.ca · www.inm.qc.ca

PRIX CLAIRE-BONENFANT 2005,
remis par le gouvernement du Québec
pour les valeurs démocratiques et
l'éducation civique.



L'engagement des citoyennes et des citoyens : pour un meilleur système de santé et de bien-être

Hélène Morais

Présidente, Conseil de la santé et du bien-être



Hélène Morais

L'évolution du système public de services de santé et de services sociaux dépend de la mise en place de différentes mesures au cours des dix prochaines années. Le succès de ces mesures dépendra de l'importance que l'on accordera à la participation des citoyennes et des citoyens du Québec.

Notre système de santé et de bien-être, comme bien d'autres systèmes publics dans le monde, est traversé par des luttes d'influence où se confrontent diverses tendances idéologiques et politiques ainsi que différents lobbys, qu'ils soient économiques, technologiques ou sociaux. Cette réalité se retrouve à tous les niveaux du processus décisionnel. Il en résulte un certain chaos qui affecte le système dans son leadership, son administration et sa capacité d'atteindre des résultats.

Tel qu'il s'est développé depuis les années 1960, le système a été considéré comme un bien public appartenant à l'ensemble de la collectivité québécoise, autour de la reconnaissance collective d'un certain nombre de valeurs : équité, solidarité, liberté, sécurité, protection, civisme, souci de l'autre et respect de la dignité humaine et de la vie privée.

La signification donnée à ces valeurs et leurs interrelations ne sont jamais figées dans le temps. D'ailleurs, des luttes et des débats, auxquels ont participé les citoyennes et les citoyens, ont conduit à maintes reprises à l'actualisation de ces valeurs et à la reconnaissance de nouvelles, au fil des ans.

Les bénéfices de la participation

L'un des impacts bénéfiques de la participation citoyenne est d'apporter une aide indéniable à la prise de décision. Il ne s'agit pas uniquement de prendre acte des demandes des citoyennes et des citoyens, mais aussi d'exploiter cette source riche et variée de savoirs. Faire une grande place aux savoirs des citoyens permettrait l'élaboration de politiques et l'offre de services de qualité et faciliterait leur mise en œuvre par la présence d'un plus grand consensus.

La participation est aussi l'un des gages de transparence des processus décisionnels et d'imputabilité des décideurs en dehors du parlement par rapport aux résultats obtenus. Aussi, une autre retombée tout aussi importante et utile que procurerait l'accroissement de la participation serait le rétablissement

de la confiance. Un tel progrès permettrait d'accroître la légitimité des politiques et des différents acteurs qui sont reliés au système de santé et de bien-être (ministère, administrateurs, professionnels ou praticiens, employés, etc.).

Des choix sont nécessaires. Pour réussir, les décideurs doivent s'appuyer sur nos valeurs collectives et s'allier les porteurs de ces valeurs que sont les citoyennes et les citoyens du Québec. Ils possèdent des savoirs spécifiques, hétérogènes, dynamiques et stratégiques, notamment par leur ancrage dans des contextes sociaux et politiques, et aussi par leurs pratiques locales particulières. Il ne s'agit pas simplement ici de consulter la population, de temps en temps, par rapport à des enjeux ou à des projets de réforme par l'entremise de sondages ou de consultations publiques! Il convient plutôt d'en faire des partenaires actifs avec lesquels il sera possible d'échanger de façon continue des informations adéquates et pertinentes. Avec lesquels il sera possible de débattre de façon éclairée les divers défis auxquels doit faire face le système de santé et de bien-être.

Je n'affirme pas ici que les savoirs des citoyennes et des citoyens doivent remplacer les autres formes de savoir (politique, administratif et l'expertise scientifique). Je veux mettre en lumière leur complémentarité et le besoin d'interrelation continue entre les acteurs qui véhiculent différentes formes de savoirs sur les mêmes questions.

Dans le passé, la présence et la participation des citoyennes et des citoyens (incluant le mouvement communautaire) ont concrètement obligé les acteurs du réseau à revoir leurs pratiques professionnelles : les progrès pour l'in-

tégration des personnes handicapées; les débats autour de la désinstitutionnalisation en santé mentale; l'humanisation des soins en périnatalité et la reconnaissance des sages-femmes ; la reconnaissance de certains problèmes de santé tels que le sida ou l'épuisement professionnel ; l'importance grandissante de la question des soins palliatifs; la mobilisation des régions pour une équité d'accès aux ressources et à certains services ou pour se donner elles-mêmes des services (par exemple, par la mise en place de coopératives), etc.

La vitalité démocratique

Une plus grande participation aidera les citoyennes et les citoyens à comprendre davantage le fonctionnement et les mécanismes de décision. Ils comprendront aussi mieux les mécanismes de protection des personnes et les divers enjeux complexes auxquels le système est confronté. L'accroissement de la participation facilitera aussi la circulation des informations et, sur un plan concret, aidera les citoyennes et les citoyens dans l'exercice de leurs droits. Le rétablissement de la confiance renforcera leur sentiment d'appartenance au système et aidera à redonner un véritable sens à la notion de bien public.

La participation est aussi requise et nécessaire dans l'élaboration de réponses aux dilemmes éthiques, reliés à la recherche ou qui découlent, par exemple, des innovations technologiques qui avancent l'intervention sur la vie ou qui repoussent l'espérance de vie, ceux soulevés par la constitution des banques de données génétiques ou la médecine prédictive ou reliés aux demandes de fin de vie assistée.

De plus, la reconnaissance et l'accroissement de l'engagement civique auront un impact indéniable sur la vitalité de la démocratie québécoise. Ils constituent l'un des moyens efficaces pour lutter contre le cynisme et l'apathie ambiants. Pour plusieurs penseurs, ils représentent l'une des avenues les plus sûres pour consolider la démocratie.

Un lieu où l'engagement civique pourrait être davantage suscité se retrouve au palier local et ce, tout particulièrement dans la mouvance de la réorganisation des services de santé et des services sociaux. En effet, cette réorganisation s'est amorcée depuis plusieurs années et elle s'intensifie avec la réforme actuelle. La présente restructuration, dénoncée par certains pour son recul démocratique, offre une opportunité à saisir par les citoyens afin de maintenir leur espace de participation, mais aussi afin de chercher à l'accroître et à la renouveler.

De nouvelles instances, les centres de services de santé et de services sociaux sont maintenant responsables non seulement d'offrir et de rendre accessibles des services requis par les citoyens habitant un territoire donné, ils doivent aussi veiller à la santé et au bien-être de leur population et impliquer la population. Ce changement est majeur et le risque d'une appropriation professionnelle et bureaucratique au détriment de la participation des citoyens dans leur contexte social est bien réel. Ce mandat exigera, dans bien des cas, des efforts de revitalisation (démocratique) du tissu social des communautés locales et même des régions.

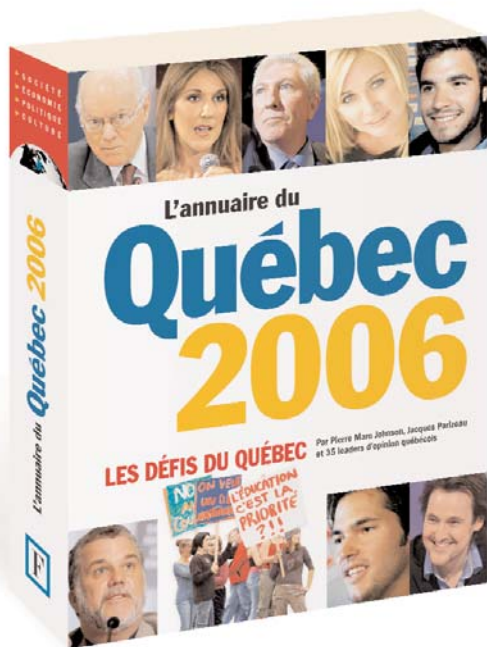
Conclusion

Je suis consciente que la reconnaissance des savoirs des citoyens et leur participation ne sont pas une panacée qui répondra à tous les défis auxquels est confronté le système de santé et de bien-être. Toutefois, c'est sans aucun doute une avenue incontournable pour répondre à l'un des défis actuels, soit celui de rétablir la confiance des citoyennes et des citoyens envers le système public. Enfin, nous pourrions sortir du discours de la crise perpétuelle qui confine les citoyennes et les citoyens à un rôle de victimes qui subissent les changements inéluctables.

Certaines personnes peuvent percevoir ces changements comme amenant une complexification du processus de la prise de décision et comportant une augmentation des coûts du système. À ceux-là, je réponds qu'on ne peut pas faire l'économie des savoirs citoyens. Ces savoirs sont porteurs de bénéfices essentiels à l'amélioration des services et à leur juste appréciation par la population. Au moment où des professionnels et des administrateurs veulent dépolitiser le système, mon parti pris est de le politiser autrement, avec l'engagement citoyen.

La participation permettra de pleinement recentrer le système autour des valeurs et des besoins des citoyennes et des citoyens tout en prenant en considération les différences locales et régionales. En même temps, il nous permettra de voir au-delà du système de services et d'examiner ses effets (aux niveaux local, régional et national) sur l'ensemble de la société et sur son développement. Rappelons-nous que le système doit s'inscrire dans un projet de société auquel adhère la population.

NOTE : Ce texte est composé des principaux extraits de la conférence prononcée par Mme Morais lors de la première rencontre régionale du Rendez-vous stratégique de l'INM sur la santé, le 12 mars 2005. Le vidéo de cette conférence et le texte qui l'accompagne sont disponibles sur le site Internet de l'Institut du Nouveau Monde : www.inm.qc.ca.



L'annuaire du Québec 2006

Tout ce qu'il faut savoir sur
le Québec d'aujourd'hui

**TOUTE L'ANNÉE POLITIQUE, ÉCONOMIQUE,
SOCIALE ET CULTURELLE**

Sous la direction de Michel Venne et Antoine Robitaille

Les textes inédits de plus de 115 auteurs dont Pierre Marc Johnson, Jacques Parizeau, Lise Bacon, Thierry Vandal, Pierre Fortin, Denise Bombardier, Jean-Pierre Desaulniers, Joseph Facal, Rémy Kurtness, Fatima Houda-Pépin, Jean-Claude Rivest, Louise Beaudoin, Jean Dion, Simon Langlois, Kathleen Lévesque, Jacques Nantel, Carole Beaulieu, Robert Lévesque et Michel David

Les photos de Jacques Nadeau

Les caricatures de Garnotte

NOUVEAU : LE CALENDRIER DES GRANDS RENDEZ-VOUS DE 2006

UN INSTANTANÉ DU QUÉBEC EN MUTATION

- Les défis du Québec : par Pierre Marc Johnson, Jacques Parizeau et 35 leaders d'opinion du Québec
- L'année 2005 en sept polémiques : le printemps des étudiants, le scandale des commandites, le nouveau pape, les écoles juives, la saga du CHUM, Tout le monde en parle, Wal-Mart
- Tous les chiffres : démographie, emploi, santé, culture, économie
- Une chronologie des grands événements de l'année 2005
- Un portrait des régions du Québec
- Les lois adoptées à l'Assemblée nationale
- Les principales dates de l'Histoire du Québec
- Les décisions de la Cour suprême du Canada
- Les livres, les films et le théâtre québécois

En librairie : 29,95 \$

Aussi disponible en-ligne : www.inm.qc.ca



INSTITUT DU
NOUVEAU MONDE



F I D E S